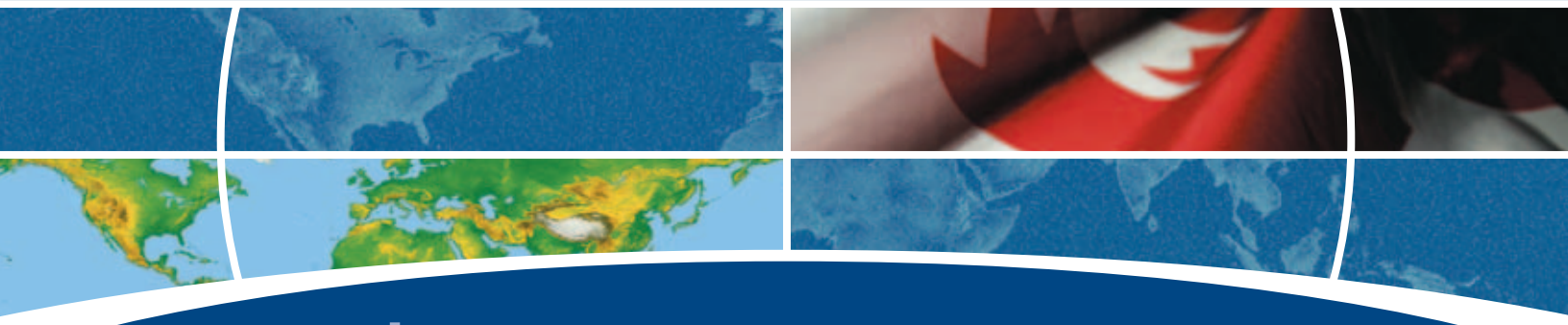


Canada

Regard sur le monde

NUMÉRO 29 • PRINTEMPS 2006

La nouvelle diplomatie

Les Canadiens dans un monde agité

Affaires étrangères Canada
Foreign Affairs Canada
Canada

Au sujet de *Canada — Regard sur le monde*

*Canada — Regard sur le mond*e donne un aperçu des questions de politique étrangère dans une perspective canadienne et traite des initiatives et contributions du gouvernement du Canada dans le domaine des affaires internationales. *Canada — Regard sur le monde* est un magazine trimestriel publié en français et en anglais par Affaires étrangères Canada.

Les opinions exprimées par les collaborateurs nommés dans la présente publication ne sont pas nécessairement celles du gouvernement du Canada.

Mary Gooderham
Directrice de la rédaction

Pour nous joindre

Canada — Regard sur le monde
Affaires étrangères Canada
125, promenade Sussex, BCS C-2
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Télécopieur : (613) 992-5791
Courriel : canada-magazine@international.gc.ca

Message aux abonnés

Aidez-nous à tenir nos dossiers à jour. Si vous déménagez, recevez plus d'un exemplaire de *Canada — Regard sur le monde* ou souhaitez annuler votre abonnement, faites les corrections voulues en lettres moulées sur votre étiquette d'adresse (couverture arrière) et retournez-la-nous par la poste ou par télécopieur. N'oubliez pas d'indiquer votre numéro d'abonné à huit chiffres.

Abonnement en ligne

Le magazine *Canada — Regard sur le monde* est publié à www.international.gc.ca/canada-magazine, où il est aussi possible de s'abonner en direct pour le recevoir par courriel.

Abonnement par la poste

Pour recevoir gratuitement des exemplaires de ce magazine ou d'autres publications d'AEC par la poste, adressez-vous au :
Service de renseignements (SXCI)
Affaires étrangères Canada
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Téléphone : 1 800 267-8376 (sans frais)
ou (613) 944-4000
Télécopieur : (613) 996-9709
Courriel : enqserv@international.gc.ca

Notre couverture

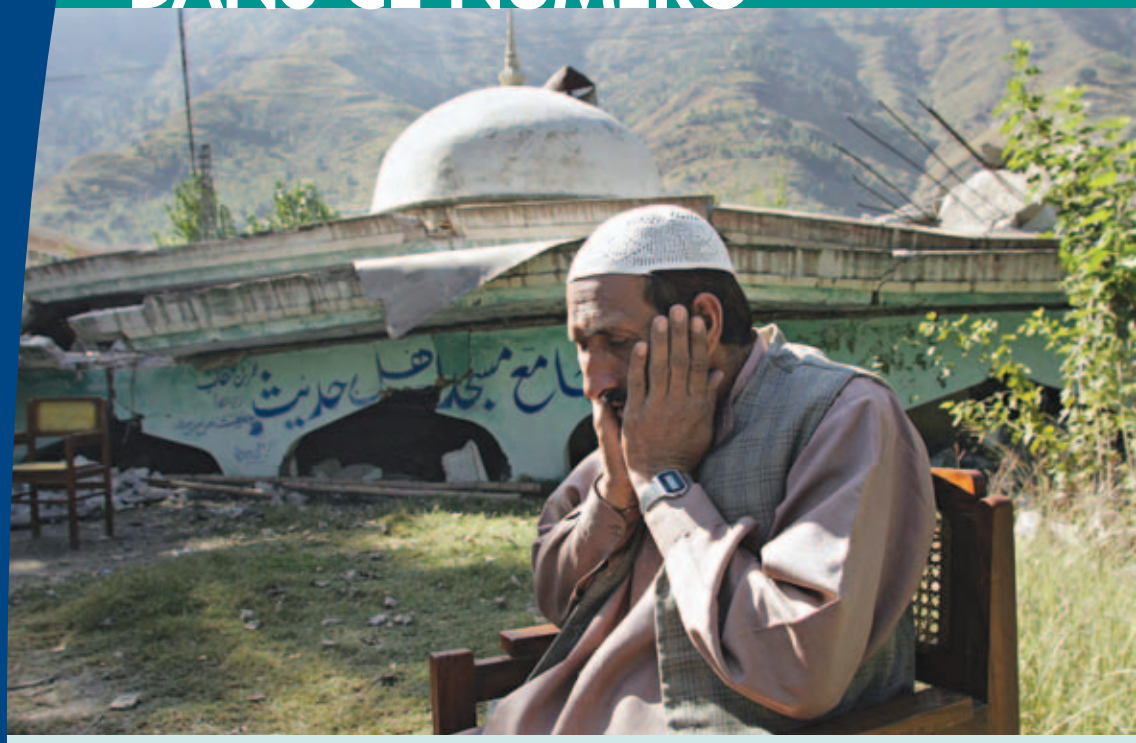
Le diplomate canadien Ben Rowswell en route depuis l'aéroport de Bagdad vers la Zone verte de la ville à bord d'un hélicoptère militaire. L'utilisation de ce « pont aérien » est obligatoire pour des raisons de sécurité.
photo : Ben Rowswell, AEC

Page courante

L'imam Fazul Rahman Osmani prie devant sa mosquée en ruine à Garhi Dopatta, au Pakistan. Il a perdu son fils de cinq ans quand la mosquée a été détruite par le séisme qui a frappé l'Asie du Sud le 8 octobre 2005.
photo : PC (Ryan Remiorz)

ISSN 1491-4573
Postes Canada, convention nº 40064047

DANS CE NUMÉRO



Rencontre avec les nouveaux ministres 3

Article vedette : La nouvelle diplomatie à l'œuvre 4

Point de vue : Une vie au service du Canada 7
Dans l'exercice de leurs fonctions 8

Diplomatie : Les leçons de Bagdad 9
Premières impressions 11

Dépêches : La démocratie sur la ligne de front 12

Développement : Présents à l'appel 13

Défense : Prêts à toute éventualité 14

Culture : Le rock au service d'une cause au Pakistan 16

Jeunesse : Chez soi d'abord 17

Le désarmement en Afrique, un visage à la fois 18

RENCONTRE AVEC LES NOUVEAUX MINISTRES

En plus de nommer de nouveaux titulaires aux portefeuilles des Affaires étrangères et du Commerce international, le gouvernement a annoncé qu'il allait refusionner les deux ministères afin d'assurer une approche cohérente des affaires étrangères et des échanges commerciaux avec le reste de la planète. Les deux ministres continueront toutefois d'être servis par des directions distinctes au sein du Ministère.

Peter MacKay a été nommé ministre des Affaires étrangères, un poste qui lui permettra, espère-t-il, d'approfondir la participation du Canada aux affaires mondiales.

Né à New Glasgow (Nouvelle-Écosse), M. MacKay a obtenu un diplôme ès arts de l'Université Acadia en 1987 puis a fait des études de droit à l'Université Dalhousie. Il a été à la Chambre des communes pour la première fois en 1997, et en 2000, 2004 et 2006. Il avait auparavant été chef du Parti progressiste-conservateur, leader en Chambre pour son parti et membre du Comité permanent de la justice, des droits de la personne, de la sécurité publique et de la protection civile ainsi que des sous-comités afférents. Il a aussi été nommé ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique.

Lors du service commémoratif tenu en hommage à Glyn Berry à Ottawa en février, M. MacKay a déclaré que même s'il était nouveau aux Affaires étrangères, il connaissait « depuis longtemps les précieux services que nos diplomates ont rendus au Canada au fil des ans ». Depuis son entrée en fonction, il dit avoir reçu des appels de félicitations de la part de nombreux ministres des Affaires étrangères des quatre coins du globe. « J'ai pu constater, ajoute-t-il, qu'ils tiennent en haute estime non seulement la diplomatie canadienne, mais également nos efforts pour assurer le renforcement du droit international et le respect des droits de la personne, ainsi que notre longue tradition dans le domaine du maintien de la paix et notre participation actuelle à la tâche beaucoup plus difficile qu'est le renforcement de la paix. Ils souhaitent que le Canada poursuive dans cette voie. »

photo : PC (David Karp)

Le ministre des Affaires étrangères Peter MacKay rencontre le secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan le 10 mars 2006.

David L. Emerson a été nommé ministre du Commerce international et ministre de la Porte d'entrée du Pacifique et des Olympiques de Vancouver-Whistler.

photo : CICan

Le ministre du Commerce international David L. Emerson : « C'est la réussite du Canada sur les marchés mondiaux qui détermine la prospérité de notre nation et son rôle dans l'arène internationale. »

M. Emerson, qui est né à Montréal et a grandi à Grand Prairie (Alberta), est titulaire d'un baccalauréat et d'une maîtrise en économique de l'Université de l'Alberta, ainsi que d'un doctorat en économique de l'Université Queen's. Il a été élu à la Chambre des communes pour la première fois en 2004, nommé ministre de l'Industrie en juillet de la même année, puis réélu en 2006. Il avait auparavant été PDG de la Canadian Western Bank, puis avait assumé les fonctions de sous-ministre des Finances de la Colombie-Britannique et de sous-ministre auprès du premier ministre de cette province. Il a également été président de la B.C. Trade Development Corporation, PDG de l'Administration de l'aéroport international de Vancouver et PDG de la Canfor Corporation.

M. Emerson dit qu'il a un profond respect pour les lourdes responsabilités qui relèvent du ministère du Commerce international. « Le Canada est une nation commerçante qui attache une importance fondamentale à la liberté et à l'ouverture des échanges commerciaux, ajoute-t-il. L'exportation de nos produits aux quatre coins du globe est une tradition dont nous sommes fiers. C'est la réussite du Canada sur les marchés mondiaux qui détermine la prospérité de notre nation et son rôle dans l'arène internationale. »

Pour de plus amples renseignements sur les ministres des Affaires étrangères et du Commerce international, on peut consulter le site www.international.gc.ca.

LA NOUVELLE DIPLOMATIE À L'ŒUVRE

La contribution du Canada à l'étranger prend un nouveau visage. Pour rendre le monde plus sûr, il faut désormais mener une action concertée face aux crises et aux catastrophes, se doter de nouveaux outils et de nouvelles ressources et pouvoir compter sur un nouveau type de diplomates.

Pour dissiper le mythe selon lequel les diplomates à l'étranger vivent dans une tour d'ivoire, en passant leur temps à se faire dorloter et à siroter du sherry, il suffit sans doute d'évoquer la réalité de ces Canadiens qui s'emploient à remédier aux crises et aux catastrophes dans le monde entier. Loin d'être une succession de réceptions mondaines, la carrière au service extérieur canadien implique de faire face à des situations d'urgence complexes, dans certains des endroits les plus troublés de la planète, d'organiser des secours à la suite de catastrophes naturelles destructrices et d'intervenir dans ces États fragiles qui engendrent l'anarchie, le terrorisme et des atrocités contre des humains.

Face à de telles situations, il faut envisager la diplomatie dans une nouvelle perspective : une diplomatie qui s'adapte et réagit rapidement, et qui suppose une collaboration étroite à l'échelle du gouvernement ainsi qu'une action concertée avec des partenaires internationaux. Ses adeptes ne se limitent pas à l'effectif des ministères des affaires étrangères traditionnels, mais comprennent désormais des spécialistes de la stabilisation et de la reconstruction d'autres ministères et organismes gouvernementaux, ainsi que des citoyens désireux d'observer, à titre bénévole, les premiers balbutiements de la démocratie ailleurs dans le monde. Sur fond de conflits et d'incertitude, ils n'hésitent pas à œuvrer dans des contextes difficiles pour améliorer les choses.

« Nous vivons dans un monde de plus en plus interdépendant, de sorte que nous ne pouvons vivre en sécurité si les autres ne peuvent en faire autant », déclare le directeur

Le maintien de la paix, une réalité concrète

Au début des années 1990, alors qu'elle commençait sa carrière diplomatique et qu'elle était affectée pour la première fois à l'étranger, au Zimbabwe, Wendy Gilmour a pu constater sur le terrain les dividendes d'une collaboration internationale sur le long terme et l'incidence des liens noués entre les civils et les militaires sur les efforts de paix. Mme Gilmour, qui avait déjà fait partie des forces de réserve canadiennes et qui occupait concurremment les fonctions d'agent politique pour l'Angola et le Mozambique, avait pour tâche de rendre compte des opérations de maintien de la paix auxquelles participaient les Forces canadiennes dans ces deux pays.

Au Mozambique, elle a été témoin de la réussite de cette collaboration, attribuable dans une large mesure aux efforts visant à assurer la cohérence des effets militaires, politiques et de développement dans la résolution du conflit. À cela s'ajoutait la volonté résolue des parties d'œuvrer en faveur d'un accord de paix durable. En Angola, une mission de maintien de la paix déployée sur le long terme n'avait par contre ni le mandat ni les effectifs nécessaires pour tenir en échec les rebelles, qui finançaient leurs activités par les diamants de la guerre et contestaient les résultats d'une élection pourtant légitime. Dans ce dernier cas, il faudrait encore huit ans avant que ne soit conclue une paix durable.

photo : Blaine Marchand/ACDI-CIDA

La diplomate canadienne Wendy Gilmour (au centre) voyage en camion militaire à Kandahar, Afghanistan.

Pour Mme Gilmour, les événements intervenus dans ces deux pays ont fait ressortir la nécessité de confier des mandats vigoureux aux Casques bleus et de leur fournir des ressources sur le long terme, y compris la nécessité d'assurer une coopération civilo-militaire sur le terrain. Ces expériences allaient également influer sur le cours de sa carrière de diplomate.

« Cela m'a certainement donné le goût de participer aux efforts de la communauté internationale visant à mettre en œuvre les accords de paix, plutôt que de me contenter du rôle d'observatrice », précise Mme Gilmour, maintenant âgée de 38 ans et originaire d'Ottawa, qui occupe les fonctions de directrice du Groupe du maintien de la paix et des opérations de paix et du Groupe de travail sur le Soudan à AEC.

Ses responsabilités dans le domaine du maintien de la paix et des opérations de paix l'ont amenée à travailler dans le monde entier, aussi bien à Londres et au Nigéria qu'en Bosnie-Herzégovine et en Hongrie. De plus, elle a été détachée pendant 13 mois en qualité de conseillère politique auprès du commandant des forces de l'OTAN au Kosovo, où elle a vécu sous la tente. Aujourd'hui, elle supervise le rôle des Affaires étrangères dans les opérations de paix, et cela, dans un certain nombre d'endroits, y compris le Kandahar et le Darfour.

Son objectif, confie-t-elle, est de faire en sorte que « tous nos efforts se traduisent par des résultats concrets ». Cela implique « de ne pas se contenter d'une vaine rhétorique et d'aller dans le vif du sujet », ajoute-t-elle.

« Nous ne sommes plus les gardiens d'une cours d'école… Il ne suffit plus de se tenir debout à regarder », souligne-t-elle. Sur le terrain, le diplomate est à la fois celui qui « orchestre et concrétise » l'opération de maintien de la paix, soutient-elle, en s'attaquant aux causes profondes des conflits et en jouant le rôle de médiateur pour apporter des changements. En raison de ce rôle, les agents du service extérieur se retrouvent de plus en plus sur la ligne de tir.

« Si nos Casques bleus, qu'ils soient des civils, des militaires ou des policiers, agissent au péril de leur vie, c'est parce qu'ils s'emploient activement à obtenir un résultat, précise-t-elle. Dans de telles conditions, tout le monde court un risque. Toutefois, je préfère que nous déployions des professionnels chargés d'apporter une contribution constructive dans ces endroits plutôt que d'attendre que ces risques deviennent une menace au Canada même. » ■

général et chef du Groupe de travail sur la stabilisation et la reconstruction (GTSR), Ross Hynes. Le GTSR, créé à l'initiative d'Affaires étrangères Canada (AEC), est chargé d'évaluer l'ampleur des crises internationales et de renforcer l'action du gouvernement du Canada face à celles-ci.

Ses compétences et ses ressources lui permettent d'agir rapidement en cas de crise et de jouer un rôle d'impulsion dans la coordination des efforts déployés par le Canada, de concert avec des homologues internationaux. Le personnel et le conseil consultatif du GTSR, dont les locaux sont situés dans l'édifice d'AEC, viennent de tous les secteurs du gouvernement. Le GTSR permet de mobiliser de nouveaux outils et de nouvelles ressources en vue d'une action rapide et efficace lorsque surviennent des situations d'urgence complexes.

« Il s'agit ici de fournir une mémoire institutionnelle, des capacités d'analyse, y compris une capacité de planification et de coordination en amont, pour que les mesures canadiennes face aux crises soient mieux adaptées à la situation, plus cohérentes, et, en dernière analyse, plus utiles à la poursuite de nos objectifs, d'ajouter M. Hynes. »

Bien que ce phénomène ne soit pas nouveau, les conséquences de l'effondrement des États s'aggravent sans cesse depuis la fin de la guerre froide. En effet, depuis qu'un certain nombre de pays en développement ne bénéficient plus du soutien des superpuissances, les menaces internes à la stabilité se sont multipliées. C'est ainsi que des groupes luttent pour exercer leur contrôle sur des ressources précieuses, voire sur l'appareil d'État, de sorte que les pays sont entraînés

La procédure normale face aux crises

Lorsqu'une catastrophe survient dans le monde, une équipe d'agents d'AEC, à Ottawa, est l'une des premières informées.

Le Groupe des affaires humanitaires et d'action en cas de catastrophe est chargé d'élaborer, de surveiller et de coordonner, avec le concours d'autres ministères, la politique étrangère canadienne dans le domaine humanitaire, notamment en ce qui concerne les situations d'urgence complexes et les catastrophes naturelles à l'étranger.

Ce secteur a évolué au fil du temps : au début, à savoir à la fin des années 1990, au lendemain de l'ouragan Mitch et d'un important tremblement de terre dans le Nord-Ouest de la Turquie, une seule personne avait été affectée à ces questions. Par la suite, en 2000, une équipe de trois personnes a été constituée, et celle-ci compte désormais neuf membres.

« D'abord et avant tout, il faut veiller à ce que le Canada réagisse rapidement et efficacement face à des crises, y compris mettre à contribution les bons outils à l'échelle du gouvernement et acquérir les capacités nécessaires en cas de catastrophe », a déclaré Elissa Golberg, la directrice du groupe, à pied d'œuvre jour et nuit. « Les crises ne surviennent pas toujours pendant les heures normales de bureau : il arrive qu'elles se produisent le week-end ou les jours fériés, ou encore pendant la nuit. »

Dernièrement, et tout particulièrement ces deux dernières années, la fréquence de ces catastrophes, la vulnérabilité des populations, les pertes de vies humaines, ainsi que la gravité des dégâts se sont accrues considérablement : le tremblement de terre survenu au lendemain de Noël 2003, à Bam, en Iran, a été suivi d'une série de fortes tempêtes pendant toute la saison des ouragans, en 2004 (y compris l'ouragan Ivan et la tempête tropicale Jeanne). En 2004, également au lendemain de Noël, un tsunami est survenu dans l'océan Indien et, en avril 2005, l'Indonésie a connu un grave tremblement de terre. De plus, s'agissant des ouragans, la dernière année a été celle de tous les records, avec 26 tempêtes majeures, survenues de mai à décembre, y compris les ouragans Katrina, Rita, Stan et Wilma, avec en point d'orgue un tremblement de terre destructeur en Asie du Sud.

Un agent du Groupe d'action en cas de catastrophe est toujours en poste, et tous les membres de l'équipe sont prêts à être déployés à l'étranger sur-le-champ. Par ailleurs, en cas de catastrophe majeure, AEC forme un groupe de travail constitué de représentants du gouvernement, chargé de coordonner les mesures canadiennes.

Catherine Godin, directrice adjointe du groupe, connaît bien les réalités des catastrophes naturelles, puisque, l'année dernière, elle a travaillé temporairement pour le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) au Sri Lanka, au lendemain même du tsunami et ultérieurement. « Tous ceux qui s'occupent d'affaires humanitaires souhaitent pouvoir observer sur le terrain le déroulement d'une crise, souligne-t-elle. »

À la suite de catastrophes, le Canada procède par étape : il apporte un soutien direct à des organisations multilatérales, telles que les Nations Unies et la Croix-Rouge, et évalue les besoins, ce qui est essentiel, de l'avis de Mme Godin. « Certes, nous souhaitons tous aider au plus vite des personnes souffrantes, mais si nous voulons que cette aide soit efficace, il faut, par exemple, éviter d'envoyer des tentes non isolées dans un endroit comme le Pakistan, qui ne seront d'aucun secours contre les rigueurs de l'hiver. »

En l'absence de catastrophe, le groupe, dont font également partie Derry McDonell, Brenda Yates et Celine Heinbecker, accomplit un travail de longue haleine, qui va de la formation à l'élaboration de modèles de rapports, pour rendre compte des urgences, en passant par l'intégration des leçons tirées de chaque grande catastrophe. Cette dernière démarche permet d'arrêter des procédures d'opération, notamment de définir les responsabilités des ministères et des organismes gouvernementaux face à une urgence complexe, explique Mme Golberg. « Lorsqu'une catastrophe survient, il n'est plus temps de se demander qui fait quoi. »

Les membres du groupe ont une vie professionnelle trépidante, mais enrichissante. « Il est impossible de prévoir à l'avance s'il y aura un tremblement de terre le week-end prochain : il ne faut surtout pas faire de projets à l'avance, de préciser Mme Golberg. Ce sont des gens dévoués, qui se passionnent pour leur travail. » ■

photo : Karen Foss, AEC

Dommages provoqués par le tsunami de 2004 à Banda Aceh, en Indonésie : 14 ministères ont répondu à la catastrophe, tandis que 53 agents consulaires étaient déployés dans la région, et que 300 bénévoles à l'administration centrale traitaient plus de 100 000 appels téléphoniques en deux semaines.

dans la spirale de la pauvreté, de la criminalité, de la corruption et de l'autoritarisme. Des conflits alimentés par d'interminables querelles, qui puisent leurs racines dans l'histoire, la réapparition des divisions ethniques et la prolifération des mouvements sécessionnistes précipitent les pays et les régions voisines dans un cycle de violence, de conflit et de souffrances humaines.

Partout dans le monde, les mesures à prendre face aux États en déroute figurent en tête des priorités de politique étrangère. Aussi les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Union européenne et les Nations Unies élaborent-ils de nouvelles stratégies pour s'attaquer à la reconstruction, à la stabilisation et aux crises civiles.

S'agissant des situations d'urgence, il importe avant tout de se concentrer sur la prévention, de façon à détecter rapidement les signes avant-coureurs d'une crise. Il s'agit également de savoir quand et comment agir pour faire obstacle à l'escalade de la violence. En cas de problème, il est essentiel d'agir rapidement, par une aide adéquate, notamment dans des domaines comme le maintien de l'ordre, le déminage et le rétablissement des tribunaux, et cela, pour protéger les populations et leur permettre de refaire leur vie. Enfin, pour œuvrer au redressement des sociétés après un conflit, il faut disposer de suffisamment de ressources et de temps pour permettre la reconstruction, la réconciliation et la consolidation de la paix.

« La nécessité d'apporter un soutien sur le long terme, si coûteux soit-il, même au risque d'exposer des Canadiens au danger, est non seulement une obligation morale mais un impératif stratégique », de dire James Wright, sous-ministre adjoint responsable du Secteur de la sécurité internationale et directeur politique à AEC.

« Même si nous ne sommes pas menacés directement par l'effondrement ou l'implosion de ces États, nos valeurs, en tant que Canadiens, et nos responsabilités, en tant que citoyens planétaires, nous obligent, quelle que soit la situation, à agir face à la victimisation, aux souffrances humaines et à la misère qui en résultent inévitablement, poursuit-il. Il reste encore beaucoup à faire et de nombreux obstacles se dressent devant nous, mais notre contribution porte fruit. »

Pour plus d'information sur les initiatives d'AEC face à des enjeux internationaux liés à la paix et à la sécurité, prière de consulter le lien suivant : www.international.gc.ca/foreign_policy/global_issues-fr.asp.

Apporter une plus-value aux missions humanitaires

L'automne dernier, alors qu'il venait à peine d'être nommé directeur adjoint de la Direction de l'Europe du Nord, à AEC, à Ottawa, John Davison a reçu un appel. L'Équipe d'intervention en cas de catastrophe (DART) était sur le point d'être déployée à la suite du tremblement de terre qui avait ravagé le Nord du Pakistan. Sa mission consistait à fournir de l'eau potable et des soins médicaux dans la région. On avait également besoin d'un diplomate, qui serait chargé de jouer un rôle consultatif, d'analyse et de soutien auprès de la mission diplomatique canadienne au Pakistan.

photo : Cpl Kevin Paul, photographe de la DART

John Davison à l'emplacement d'une école secondaire détruite par le tremblement de terre et où 30 élèves ont péri.

Or, M. Davison était considéré comme un excellent candidat, puisqu'il avait déjà travaillé au haut-commissariat du Canada au Pakistan, et que, lors de son affectation à Téhéran, il avait participé aux efforts déployés au lendemain du tremblement de terre survenu en 2003 à Bam, en Iran. Deux jours plus tard, il était à bord d'un avion à destination du Pakistan.

Pendant six semaines passées sur le terrain, au Cachemire, M. Davison, avec la collaboration de Carmen Tremblay et de Nancy Foster, de l'Agence canadienne de développement international, ont incarné tout ce que représente la stratégie en « 3D », en mobilisant à la fois les ressources de la défense, de la diplomatie et du développement pour remédier à la situation.

« Notre premier souci était d'aider les gens et de faire en sorte que cette aide soit efficace », raconte M. Davison, âgé de 43 ans et originaire de Winnipeg. Ce dernier, qui a une formation d'historien et d'enseignant, a travaillé pendant six ans pour Parcs Canada avant d'entrer au service extérieur, en 1996.

Grâce à l'expérience acquise au Pakistan, de 1997 à 2000, il avait une compréhension très utile du contexte politique, historique et culturel dans la région touchée par le tremblement de terre. En qualité de membre de la DART, il a pu partager ses connaissances avec ses collègues des Forces canadiennes, tout en les aidant à aller à la rencontre des collectivités locales dans la vallée de Jhelum, où la DART était stationnée.

M. Davison a rencontré des représentants du gouvernement, des chefs religieux et des dirigeants communautaires pour mieux expliquer le rôle de la DART et obtenir leur soutien à ses activités. Autour de lui, tout n'était que destruction. Des écoles, des mosquées et des habitations construites à flanc de collines avaient été rasées et seul leur toit était demeuré intact. Les gens étaient terrifiés à l'idée d'entrer dans les édifices encore debout à cause de secousses sismiques persistantes, qui n'ont pas manqué d'effrayer également M. Davison. « Je voyais les effets du tremblement de terre partout autour de nous. »

Forcé de vivre dans des conditions rudimentaires, M. Davison dormait dans un lit de camp, tout particulièrement dans une tente de l'armée érigée sur le terrain d'une école pour fillettes de Garhi Dopatta, endommagée par le séisme.

« J'ai senti le besoin de me rendre à la clinique médicale de l'endroit pour constater les conséquences humaines de la catastrophe : des gens avaient marché pendant des kilomètres dans les montagnes pour que leurs enfants puissent recevoir des soins prodigués par des Canadiens, relate-t-il. Je n'ai certes pas soigné de fractures ni fourni d'eau potable, mais j'ai pu apporter ma contribution en partageant mes connaissances sur la région avec les membres de la DART et en utilisant mes contacts au niveau des collectivités. » ■

UNE VIE AU SERVICE DU CANADA

photo : AEC

Le sous-ministre des Affaires étrangères Peter Harder

Le sous-ministre des Affaires étrangères du Canada, Peter Harder, a prononcé une allocution en mémoire du diplomate canadien Glyn Berry. Il a parlé de la carrière de ce dernier, des exigences du service extérieur et de la contribution du Canada en Afghanistan. M. Berry est décédé tragiquement lors d'une attaque terroriste perpétrée à Kandahar, en Afghanistan, le 15 janvier 2006. Trois soldats canadiens ont été blessés dans cette même attaque. M. Berry est entré au service extérieur en 1977 et a occupé des postes en Norvège, à Washington, à Cuba, à Londres, au Pakistan et à New York, à la mission permanente du Canada auprès des Nations Unies. L'été dernier, il a été nommé directeur politique de l'Équipe provinciale de reconstruction du Canada déployée à Kandahar (voir le numéro 27 de *Canada — Regard sur le monde*, automne 2005). M. Harder est de ceux qui ont rendu hommage à M. Berry lors d'obsèques tenues à Londres, le 26 janvier dernier, avec tous les honneurs militaires. Il a été enterré au pays de Galles, dont il était originaire. Il laisse dans le deuil sa femme, Valerie, et ses fils, Gareth et Rhys. Voici des extraits de l'allocution qu'a prononcée M. Harder.

Le service extérieur forme une grande famille. En tant qu'agents du service extérieur, nous travaillons et nous vivons ensemble. Nos enfants grandissent ensemble, tandis que nous vieillissons ensemble. Aujourd'hui, le service extérieur œuvre dans des endroits de plus en plus dangereux, et la mort de Glyn Berry vient nous rappeler que les obligations familiales exigent de nous que nous fassions tout ce qui est en notre pouvoir pour veiller à la sécurité de tous.

Glyn a connu une carrière prestigieuse qui n'a pourtant pas suivi la trajectoire normale. En effet, nous vivons pour la plupart les plus grandes aventures au début de nos vies professionnelles. Puis, au fil des ans, nous nous installons dans des habitudes plus tranquilles. Plus nous avançons dans nos carrières, plus le souvenir des hauts faits de notre jeunesse se ravive. Nos jeunes collègues posent sur nous un regard à la fois compatissant et amusé.

Glyn n'a pas suivi ce parcours. Même s'il appréciait toutes ses affectations, c'est dans celles de ces dernières années qu'il s'est vraiment épanoui, qu'il s'est découvert une vocation à la hauteur de son caractère passionné. Nous disposons aujourd'hui de tout un nouveau lexique pour désigner l'objet de cette vocation : États fragiles, États en déroute, sociétés déchirées par la guerre et tentant de se reconstruire.

photo : avec la permission de la famille Berry

Le diplomate canadien Glyn Berry à New York en 2005. Alors affecté à la mission permanente du Canada auprès des Nations Unies, il présidait le groupe de travail du Comité de maintien de la paix de l'ONU.

Glyn voyait les gens derrière les étiquettes, les visages derrière les slogans.

À son arrivée en poste au Pakistan, en 1999, Glyn décrivait un pays au potentiel immense, mais en proie à trop de souffrances résultant d'une gouvernance défaillante et d'un conflit sans fin. Il suivait aussi la situation en Afghanistan, pays alors soumis au joug anarchique des talibans. L'immense population d'Afghans réfugiés au Pakistan venait sans cesse rappeler les conséquences humaines de cette folie idéologique.

Après le Pakistan, Glyn a rejoint notre mission auprès des Nations Unies, à New York, où il a présidé le groupe de travail du Comité des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Il a joué un rôle clé dans la propagation de l'idée que, dans le monde actuel, le principal défi réside non pas dans le maintien mais dans la consolidation de la paix, c'est-à-dire dans la tâche minutieuse qui consiste à aider des pays déchirés par la guerre à relever leur économie et à renforcer leurs institutions publiques vitales, comme les tribunaux et les forces de police. Il s'agit d'un travail à la fois complexe et difficile que nous ne

photo : avec la permission de Matthijs Toot

Une nouvelle avant-garde : Glyn Berry, vêtu d'un gilet pare-éclats, rencontre les membres d'une tribu locale dans le district de Marouf, une région reculée de l'Afghanistan près de la frontière avec le Pakistan, à 160 kilomètres à l'Est de Kandahar.

saurions mener à bien sans la présence des personnes voulues sur le terrain.

Ces personnes — diplomates, soldats et travailleurs de l'aide — se trouvent sur la nouvelle ligne de front dans la lutte engagée pour aider les plus vulnérables et les plus déshérités de la planète. Elles travaillent dans des conditions extrêmes, souvent très dangereuses, et il leur faut d'immenses réserves de compassion, de volonté et de courage.

Glyn Berry incarnait ces qualités. Les dernières années de sa vie ont été marquées par la compassion dont il faisait preuve envers les gens qu'il rencontrait au Pakistan et en Afghanistan. Il s'était porté volontaire au sein de l'Équipe provinciale de reconstruction du Canada à Kandahar parce qu'il était profondément convaincu que le peuple afghan méritait une vie meilleure.

L'engagement n'était pas une notion abstraite pour Glyn. Il était convaincu que, si l'on pouvait, si l'on voulait aider, il fallait le faire avec une véritable passion. Et il se donnait passionnément à son travail à Kandahar. Il lui arrivait d'être pénible à force d'exiger le soutien dont il avait besoin pour que le travail se fasse, mais c'était toujours au service de sa mission, jamais pour se mettre en avant.

Quant à son courage, permettez-moi de citer ici les paroles de Winston Churchill : « Le courage est à juste titre considéré comme la première des qualités humaines […], car c'est elle qui est garante de toutes les autres. » Glyn était un homme courageux. Quelques semaines à peine avant l'explosion qui allait lui coûter la vie, il se trouvait dans un autre convoi sur le passage duquel une bombe a explosé. À quelques secondes près, il se serait trouvé au centre de la déflagration. Mais il ne s'est pas dérobé. Il n'a pas fléchi dans son engagement et il n'a rien perdu de sa compassion envers les Afghans tandis qu'il réfléchissait aux dangers qui l'entouraient. Il est resté là-bas.

Il était conscient des risques. Nous aussi. Et il s'est porté volontaire sans se voiler la face. Aider les Afghans était une cause qui, pour lui comme pour nous, en valait la peine. Il a accompli un travail formidable. Pas un instant, nous n'avons songé qu'il en serait autrement.

Personne n'aurait pu être plus dévoué que lui envers la population afghane. Mais la ferme volonté de Glyn, sa générosité et ses convictions ne diminuent en rien la peine que nous éprouvons, au service extérieur canadien, de voir faucher une vie humaine d'une si grande valeur.

Comprendre, c'est ce qui éclaire le mieux, dit en substance un vieux proverbe gallois. Glyn Berry savait que chacun de nous a une contribution à apporter, et sa vie éclairera désormais le service extérieur canadien et, en particulier, la jeune relève. Il nous a montré que le service extérieur n'est pas seulement un emploi et que nos efforts individuels conjugués peuvent donner quelque chose de valable, de noble, quelque chose qui change des vies en mieux et qui apporte honneur et distinction au pays que nous avons le privilège de servir.

« Le courage est à juste titre considéré comme la première des qualités humaines […], car c'est elle qui est garante de toutes les autres. »

Pour en savoir plus sur les efforts du Canada en Afghanistan, veuillez consulter le site suivant : www.canada-afghanistan.gc.ca.

Dans l'exercice de leurs fonctions

Parmi les agents du service extérieur canadien qui ont perdu la vie à l'étranger dans l'exercice de leurs fonctions par le passé, on peut mentionner John Douglas Turner, conseiller politique auprès du commissaire canadien au sein de la Commission internationale de supervision et de contrôle (CISC) au Vietnam. L'avion de la CISC dans lequel prenait place M. Turner a été abattu le 18 octobre 1965 alors que ce dernier se rendait de Vientiane à Hanoï pour y occuper son poste. Son corps n'a jamais été retrouvé.

Un autre fonctionnaire canadien qui a perdu la vie alors qu'il était en poste à l'étranger est J. M. Boyer, délégué commercial adjoint, tué lors d'une émeute anti-occidentale au Caire, le 26 janvier 1952.

On envisage à l'heure actuelle d'installer dans le hall d'entrée de l'édifice Lester B. Pearson, à Ottawa, une plaque commémorative destinée à honorer la mémoire des personnes décédées dans des circonstances tragiques alors qu'elles œuvraient au service du Canada à l'étranger. La plaque rendra hommage à ces personnes et aux sacrifices qu'elles ont consentis au service de leur patrie.

photo : Éric Mercier, AEC

LES LEÇONS DE BAGDAD

Pour les diplomates canadiens affectés en Iraq, le travail et les conditions de vie sont difficiles mais « ont l'effet d'une drogue ».

Ils travaillent dans une zone de conflit, sont asservis à leur travail pendant de longues heures et vivent dans des logements exigus, loin de leur foyer et de leur famille. Malgré cela, les diplomates canadiens affectés à Bagdad ces trois dernières années apprécient leur séjour dans la capitale iraquienne qui offre de grands défis professionnels et une expérience intense dans un milieu social dépaysant, joints à un sentiment d'être utile qui transcende de loin ce qu'ont à offrir la plupart des postes diplomatiques.

« C'est le meilleur emploi que j'ai eu au sein du service extérieur, déclare Ben Rowswell, 35 ans, affecté à Bagdad à deux reprises depuis 2003. J'avais l'impression de voir l'histoire du XXIe siècle se dérouler sous mes yeux. »

La présence diplomatique du Canada en Iraq a été réduite à sa plus simple expression pendant la dernière décennie du régime de Saddam Hussein. Les représentants canadiens résidaient en Jordanie, pays voisin de l'Iraq, se déplaçant d'Amman à Bagdad au gré des circonstances et des besoins.

Après l'invasion menée par les forces de la coalition, le Canada a amorcé un lent retour en Iraq en affectant à Bagdad au moins un représentant qui partage avec d'autres des espaces de bureau et de logement dans la Zone internationale (dite « Zone verte ») et qui sert d'agent de liaison chargé de promouvoir les priorités établies par le Canada, centrées sur la bonne gouvernance, les réformes démocratiques, la primauté du droit et les droits de la personne.

« Il y va de notre intérêt à long terme de veiller à ce que l'Iraq devienne un pays stable, prospère et libre », note John Holmes, ambassadeur du Canada en Jordanie, nommé l'été dernier ambassadeur non résident en Iraq et chargé de rétablir notre ambassade à Bagdad. L'ambassadeur a également pour tâche de superviser la réalisation d'un programme de 300 millions de dollars mis en place par le Canada pour appuyer la reconstruction de l'Iraq et sa transition vers la démocratie. Il ajoute : « L'instabilité qui règne en Iraq, dont se servent de plus en plus les réseaux terroristes, menace non seulement le pays lui-même, mais aussi la région immédiate et le monde entier. »

Premier Canadien affecté à Bagdad après la fin officielle des hostilités en août 2003, Ben Rowswell a dû improviser dès l'instant où son appareil s'est posé, car personne n'était là pour l'accueillir : « J'ai littéralement dû demander à quelqu'un de me laisser monter dans sa voiture pour sortir de l'aéroport. »

▲ En 2003 et 2004, des diplomates canadiens logeaient dans des caravanes à l'extérieur du palais républicain de Saddam Hussein, qui abrite désormais l'ambassade des États-Unis.

◀ John Holmes, ambassadeur du Canada : « Il est dans notre intérêt à long terme que l'Iraq devienne un pays stable, prospère et libre. »

Lorsqu'il est retourné dans la capitale iraquienne pour une deuxième affectation, d'août 2004 à juin 2005, les choses avaient bien changé. Aujourd'hui, la sécurité impose que le trajet entre l'aéroport et la Zone verte se fasse en hélicoptère militaire.

La tâche des diplomates canadiens qui se sont succédé à Bagdad exige ambition, détermination et créativité. « À part le fait qu'un bureau m'attendait et qu'une roulotte me servait de logement, c'était au petit bonheur la chance », se rappelle Ben Rowswell.

photos : AEC

▲ Elizabeth Williams, qui dirige l'aide canadienne en Iraq, a revêtu un gilet pare-éclats.

Son expérience la plus valorisante a été d'assister, le 30 janvier 2005, au déroulement des premières élections iraquiennes. Son rôle était d'aider la Mission internationale pour les élections en Iraq, une mission présidée par Élections Canada, chargée de surveiller le scrutin et d'en confirmer la validité. « Il était abasourdissant de voir 8,5 millions d'Iraquiens se donner la peine d'aller voter dans un scrutin crédible, libre et juste, malgré la peur et le climat de violence très palpable qui régnaient alors, affirme Ben Rowswell. Je suis fier d'avoir contribué à cela. » De retour à Ottawa, où il est conseiller politique pour les affaires mondiales à Affaires étrangères Canada, il affiche sur le mur de son bureau un bulletin de vote de ce scrutin, qu'il a fait encadrer.

Parmi les Canadiens affectés en Iraq jusqu'à présent, plusieurs sont de jeunes agents qui ont dû assumer des responsabilités d'un niveau qu'ils ne se seraient sans doute pas attendus à atteindre si tôt dans leur carrière.

« Sur le plan professionnel, ç'a été une expérience incomparable », estime Erin Dorgan, 28 ans, qui a séjourné en Iraq de juin à septembre 2005 pour assister à la rédaction

En des jours meilleurs : Éric Mercier dans le quartier Hay al-Mansour de Bagdad, en 2002, où résidaient les diplomates canadiens. Ce quartier est maintenant considéré comme dangereux pour les étrangers.

Sur cette photo prise en octobre 2003, on peut voir au loin le palais républicain orné de bustes de Saddam Hussein, à travers les décombres d'un édifice détruit par une bombe.

de la nouvelle constitution du pays. « J'en ai appris davantage pendant ces quelques mois que pendant les cinq années que j'avais passées auparavant dans le service extérieur. » Elle cite en exemple sa participation à une réunion à laquelle assistaient de hauts dirigeants iraquiens, les ambassadeurs des États-Unis et de Grande-Bretagne ainsi qu'un haut représentant de l'ONU.

Les leçons de Bagdad ne se bornaient toutefois pas aux affaires mondiales. « Je ne pensais jamais en apprendre autant sur les génératrices », ajoute Erin, en expliquant qu'elle a dû réparer, puis remplacer, la génératrice de l'immeuble qui abritera l'ambassade du Canada.

Selon Elizabeth Williams, 33 ans, qui dirige l'aide canadienne en Iraq depuis août dernier, les jeunes diplomates prennent goût à tant d'autonomie, « car c'est un environnement qui a un peu l'effet d'une drogue ». La vie au jour le jour est un amalgame surréel où s'entremêlent les difficultés et des éléments de confort, des sorties où il faut porter gilet et casque protecteurs et des activités sociales très élaborées. « Nous trouvons bien le moyen de nous amuser », dit Elizabeth Williams, qui a célébré la Fête du Canada l'an dernier à une partie donnée dans les nouveaux locaux de l'ambassade. Il y a également eu deux bals organisés par les Britanniques. « Qui aurait pu imaginer que j'aurais besoin d'une robe de soirée à Bagdad? »

Lors d'une affectation de cinq mois à Bagdad en 2004, à titre de conseiller auprès du ministère iraquien de la Planification, Daniel Maksymiuk, 29 ans, a dormi pendant la première semaine sur un lit de camp placé dans une des salles de bal de l'ancien palais de Saddam Hussein, pour ensuite partager une roulotte installée dans ce qui était auparavant le verger du palais.

Les premiers diplomates affectés à Bagdad avaient connu un confort relatif, vivant dans des roulottes munies de fenêtres. Au moment de sa deuxième affectation, par contre, Ben Rowswell a dû partager avec un collègue un conteneur sans fenêtres dissimulé dans un stationnement intérieur entouré de murs pare-souffle et de sacs de sable : « Nous étions complètement entourés de béton. »

C'était probablement mieux ainsi. Éric Mercier, 46 ans, qui a séjourné à Bagdad de septembre 2003 à février 2004, se souvient que 19 roulottes avaient été trouées de balles peu après son arrivée. L'Autorité provisoire de la Coalition était alors occupée à planifier la reconstruction du pays, mais dans les trois semaines qui ont suivi, « les tirs d'obus — et l'insurrection au sens fort — ont commencé et ne se sont pas arrêtés depuis. »

Après cela, le gros des efforts a porté sur la lutte anti-insurrectionnelle et sur le déménagement vers un endroit plus sûr, raconte-t-il. « Pour établir la présence du Canada en Iraq après la guerre, nous avons dû nous habituer, en quelque sorte, à être la cible générale de missiles et d'obus de mortier à l'aube comme au crépuscule, trois ou quatre fois par semaine. »

Les préoccupations relatives à la sécurité se sont accrues avec le temps, constate l'ambassadeur Holmes. « La notion de sécurité imprègne tout ce que l'Iraq veut faire, elle domine toutes nos activités et elle affecte la vie courante des Iraquiens. »

Il peut être frustrant de travailler dans un tel environnement, mais cela a aussi parfois son côté drôle. Désirant rencontrer un ministre du gouvernement iraquien dans la Zone rouge, à l'extérieur du quartier international, Daniel Maksymiuk avait pris des arrangements avec une agence de sécurité privée. « L'agence fournissait deux camions blindés et cinq ou six hommes armés, en plus d'établir l'itinéraire, et ainsi de suite. »

Venant tout juste d'arriver à Bagdad, Daniel ne s'était pas rendu compte que les agents de sécurité l'avaient mené au mauvais ministre. À force d'insister, il a fini par être admis dans le bureau de ce dernier. Il essayait de lui expliquer le but de sa visite depuis une demi-heure quand le téléphone a sonné. « C'était le ministre que j'étais censé rencontrer. J'ai eu alors un sentiment d'horreur : qui était donc cette personne à qui je m'adressais? »

Daniel a rapidement mis un terme à l'entretien sans laisser savoir qu'il avait frappé à la mauvaise adresse. « Les gardes du corps ont bien rigolé de cette méprise. Quand j'ai enfin rencontré le bon ministre plus tard dans la journée, il a lui aussi trouvé l'incident cocasse. »

photo : Éric Mercier, AEC

Témoin de l'histoire : une photo prise par Éric Mercier montre le démantèlement de l'un des bustes géants de Saddam Hussein qui ornaient le toit du palais républicain en 2003.

Mike Elliott, 34 ans, a laissé son épouse et sa petite fille à Tel Aviv, où il était affecté, pour aller passer deux mois en Iraq au début de 2004. Selon lui, Bagdad « est un poste difficile mais, sous certains rapports, pas autant que ce que les gens peuvent penser ». Les Américains, en particulier, veillent aux petites choses qui contribuent au confort matériel, par exemple en offrant des grits, de la crème glacée et un buffet à salades lors des repas.

Les agréments spéciaux et les activités sociales aident à faire oublier pour un moment le caractère omniprésent du danger et des restrictions, affirme Elizabeth Williams. « Il peut arriver n'importe quoi, et chacun le sait. »

Dans la Zone verte, « on se sent relativement en sécurité, note Ben Rowswell. Le problème, c'est qu'on y étouffe. » Il s'en est tiré en écrivant, en restant physiquement actif et en gardant le contact avec sa famille et ses amis grâce au téléphone et au courriel. « D'une certaine façon, on a le sentiment d'être au centre du monde : vous ouvrez le journal le matin, et les manchettes concernent l'endroit où vous êtes. »

Pour l'ambassadeur Holmes, les risques qui existent à Bagdad sont bien réels. Il s'y trouvait à la fin février de l'an dernier lorsqu'une roquette est tombée sur le complexe où les diplomates canadiens travaillent et vivent, manquant l'immeuble principal de quelques mètres à peine. Heureusement, l'engin n'a pas explosé et personne n'a été blessé.

Malgré cela, l'ambassadeur estime que la situation s'améliore lentement. « Bien sûr, il reste encore énormément à faire, mais je demeure optimiste. » Les Canadiens affectés à Bagdad, poursuit-il, « sont des gens exceptionnels et dévoués, attachés à représenter leur pays avec courage. Je suis fier d'avoir travaillé avec tous ces gens-là. »

Pour les agents qui rentrent de Bagdad, le retour à la normale n'est pas toujours facile, fait remarquer Ben Rowswell, bien que plusieurs d'entre eux aient accepté d'autres affectations difficiles dans des endroits comme Kandahar, Damas ou Alger. « On a vraiment le sentiment de donner un sens à sa vie quand on est là-bas et qu'on peut voir des résultats concrets, ajoute-t-il. »

Premières impressions

La diplomate canadienne Erin Dorgan était en poste à Bagdad de juillet à septembre 2005. Voici ses impressions telles qu'elle les a consignées quelques jours après son arrivée en Iraq.

L'atterrissage à Bagdad

L'atterrissage en vrille était abrupt et quelque peu étourdissant. Cependant, la manœuvre offrait une vue magnifique de Bagdad. Ma première impression était celle d'un univers de barbelés, de murs pare-souffle et d'hélicoptères Blackhawk faisant du rase-mottes. Nul doute : l'Iraq est bel et bien une zone de conflit.

L'aéroport

Je suis arrivée à l'aérogare civile, un endroit bondé de gardes de sécurité occidentaux armés jusqu'aux dents. Il est survenu une panne de courant pendant que nos bagages défilaient sur le tapis roulant; dans le noir, les passagers se bousculaient pour les récupérer.

Le transport en ville

Nous nous sommes rendus dans la Zone internationale à bord d'un hélicoptère britannique Puma. Le pont héliporté offrait une vue très indiscrète sur Bagdad et sur la vie de ses habitants. Nous volions si bas que nous pouvions distinguer les repas qu'ils mangeaient et les émissions télévisées qu'ils regardaient. Lorsque le vacarme des hélicoptères leur faisait lever la tête, nos regards se croisaient.

Mon boulot au palais républicain

L'ancien palais de Saddam Hussein était, comme je m'y attendais, gigantesque et somptueux avec ses plafonds hauts et ses pièces profondes, ses lustres et son marbre. Le mess où je prenais mes repas se présentait sous un aspect tout à fait insolite : des centaines de soldats fortement armés mangeant des aliments transformés dans des assiettes de plastique (aucun recyclage ici!), et ce, dans une vaste et majestueuse salle de bal. Partout, des écriteaux nous rappelaient de nettoyer nos armes avant de nous asseoir pour manger.

L'aspect social

Le statut social se fonde sur les insignes. De façon générale, plus vous en avez, plus vous êtes important. Les armes confèrent aussi de l'importance. Certains étrangers présents ont à cœur de faire de l'Iraq un meilleur endroit où vivre, et d'autres sont attirés par la prime de danger. Ceux qui s'y trouvent depuis longtemps disent d'un ton neutre avoir perdu des collègues civils.

Être affectée en Iraq a été « une expérience incomparable » pour la diplomate canadienne Erin Dorgan.

photo : avec la permission d'Erin Dorgan, AEC

LA DÉMOCRATIE SUR LA LIGNE DE FRONT

photo : avec la permission de CBC

Nahlah Ayed, correspondante de CBC à Beyrouth : les gens dans la région « ont montré une indubitable volonté d'embrasser le processus démocratique. »

Âgée de 35 ans, Nahlah Ayed est correspondante du réseau télévisé CBC à Beyrouth. Après être entrée au service de ce réseau en novembre 2002, elle s'est installée en Jordanie. De là, elle s'est rendue immédiatement en Iraq pour y couvrir les événements qui ont précédé la guerre, puis y est retournée pour faire rapport sur la chute de Bagdad et les suites du conflit. Lauréate d'un prix comme correspondante parlementaire pour la Presse canadienne, elle a aussi couvert la guerre en Afghanistan. Native de Winnipeg, elle parle couramment l'arabe.

Couvrir un scrutin fédéral au Canada est une affectation sans pareille. Dès le déclenchement des élections, toute votre vie est inféodée à la campagne de l'un des chefs de parti. Vous devez dire adieu à vos amis et disparaître.

Quand j'ai fait ma valise pour ma première campagne en 2000, je ne me sentais plus de joie. J'allais enfin vivre une des expériences les plus recherchées par les journalistes affectés à la Colline du Parlement. J'ai vite déchanté cependant, et ce qui m'apparaissait comme une sinécure a exigé un lourd tribut : un horaire de fou, sans grand sommeil, des reportages en cascade et des déplacements aériens dont j'ai fini par perdre le compte.

Mais il m'a été donné, beaucoup plus tard, de constater que tout cela était bien innocent.

Cinq années avaient passé, et j'étais affectée à une campagne fort différente. Là, pas de cordons de velours, ni rassemblement politique et ni avion ou autobus de campagne.

Le 15 décembre dernier, protégée par un gilet pare-éclats et accompagnée de gardes de sécurité armés, je suis entrée dans un bureau de vote en Iraq pour couvrir l'élection du premier gouvernement national permanent depuis l'évincement de Saddam Hussein.

La situation à Bagdad était tellement précaire que, en guise de campagne, les candidats devaient se contenter de faire de la publicité à la télévision et de placarder la ville d'affiches. Les jeunes hommes suffisamment braves pour distribuer des prospectus vantant leur candidat le faisaient le pistolet à la ceinture.

Le mieux que nous avons pu faire a été d'obtenir une entrevue à la va-vite dans le jardin de notre hôtel avec un politicien sunnite animé d'un optimisme rare à Bagdad. Mithal al-Alusi, qui voulait se tailler une place sur le nouvel échiquier politique iraquien, a payé le prix de ses efforts; il a été la cible de 14 tentatives de meurtre et a perdu deux de ses fils.

Cela ne l'a pas empêché de se porter candidat, malgré ce qui semblait être une tentative délibérée de lui barrer la route. Et même s'il avait le profil voulu — costume à la mode et carte de visite encore plus à l'avenant —, je n'avais jamais jusque-là eu affaire à pareil politicien.

Vivant au Moyen-Orient depuis trois ans, j'ai couvert plusieurs élections très différentes de ce que nous connaissons au Canada, des élections qui ont chamboulé ma définition assez étroite du reportage politique.

En septembre dernier, au Caire, j'ai vu des fidèles du président égyptien Hosni Moubarak assis dans le hall d'un bureau de vote et scandant des slogans en faveur du président de longue date, tandis que les observateurs électoraux de l'endroit étaient interdits d'accès.

Lors des élections libanaises le printemps dernier, par un beau jour ensoleillé, la présence incongrue d'un char d'assaut à l'extérieur d'un bureau de vote à Beyrouth m'a fait sourciller. Les observateurs électoraux canadiens qui sortaient de ce bureau offraient un contraste frappant avec les militaires armés jusqu'aux dents qui se trouvaient tout près.

À la fin 2004, en Arabie saoudite, j'ai écouté avec ahurissement un officiel cultivé expliquer poliment pourquoi l'admission des femmes aux élections municipales prochaines ne cadrait pas avec la société conservatrice du pays.

Après avoir ressassé ces épisodes dans ma tête, j'ai commencé à les voir sous un angle différent. En Iraq, l'élection, qui a exigé la fermeture de tout le pays pour des raisons de sécurité, a attiré près de 70 p. 100 des électeurs admissibles. En Égypte, il s'agissait de la première élection présidentielle à candidats multiples depuis l'arrivée au pouvoir de Moubarak il y a 24 ans, et elle s'est déroulée presque sans incident. Au Liban, c'était, en 30 ans, le premier scrutin libre de toute influence politique syrienne. Et en Arabie saoudite, les élections municipales ont été saluées comme l'amorce d'un processus démocratique élargi auquel les femmes participeront bien un jour.

Aucune de ces élections ne ressemblait à ce que nous, en Occident, qualifierions d'ordinaire, et certaines visaient même un but précis. Mais, à divers degrés, les citoyens de ces pays ont fait montre d'une indubitable volonté d'embrasser le processus démocratique.

Cela était manifeste — et nul besoin d'affiches sur les pelouses, de grands rassemblements et d'avions de campagne sans lesquels, avais-je cru un jour, il était impossible d'avoir des élections.

PRÉSENTS À L'APPEL

Des Canadiens de tous les horizons aident, à titre bénévole, au renforcement de la gouvernance dans des pays en développement à travers le monde.

photo : Michel Huneault

La démocratie en action : une délégation de Canadiens observe la reprise de l'élection présidentielle en Ukraine au Noël de 2004.

Lorsque le gouvernement canadien s'est mis en quête de trouver des bénévoles pour observer la reprise de l'élection présidentielle en Ukraine au cours du congé de Noël 2004, plus de 4 000 personnes ont répondu l'appel. Après avoir participé à des séances de formation et d'information consacrées à l'observation des élections, l'histoire de la région, la situation politique et l'efficacité des relations interculturelles, une délégation de 463 observateurs répartis en 20 équipes s'est déployée à travers l'Ukraine sous la direction de l'ex-premier ministre John Turner. Grâce à leur participation à cet événement historique, ils ont pu voir et même appuyer la démocratie en action.

La mission, qui a duré huit jours, marquait également la première activité du Corps Canadien. Celui-ci est une initiative de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) pour permettre à des bénévoles canadiens de séjourner dans des pays en développement ou dans des États aux institutions fragiles afin d'aider les autorités publiques de tous les niveaux à faire leur travail de façon plus honnête, efficace et responsable. Par l'intermédiaire du Corps Canadien, des spécialistes en développement aguerris et des jeunes débordant d'enthousiasme mettent à contribution leurs compétences et leur expérience à travers le monde dans des projets axés sur la démocratie et le respect des droits de la personne, la consolidation de la paix, la résolution des conflits, l'entrepreneuriat et l'égalité des sexes. Il arrive souvent que cette activité se déroule dans des contextes où la sécurité est précaire.

« Les Canadiens ont à cœur de partager leurs connaissances avec d'autres pays, explique Claire Dansereau, vice-présidente du Corps Canadien à l'ACDI. Non seulement leur expérience à l'étranger s'avère utile pour les pays en développement en les aidant à promouvoir la bonne gouvernance, mais elle leur permet aussi d'enrichir leur vie personnelle et professionnelle. Ces gens-là font vraiment partie de notre communauté mondiale. »

Depuis la mission de bénévoles en Ukraine, le Corps Canadien a déployé des observateurs canadiens dans un certain nombre de points brûlants : Tadjikistan, Kazakhstan, Kirghizistan, Liban, Haïti… C'est ainsi que 58 Canadiens se sont portés volontaires pour observer les élections au Conseil législatif palestinien, le 25 janvier dernier. À cette occasion, tout comme dans bien d'autres situations instables, toutes les précautions ont été prises pour assurer la sécurité des bénévoles.

« Ils l'ont fait parce qu'ils y croyaient », déclare Paul Adams, qui dirigeait la mission en Palestine. Cet ancien correspondant du *Globe and Mail* au Moyen-Orient, aujourd'hui professeur à l'Université Carleton, ajoute : « Ils éprouvaient un sentiment de joie, de satisfaction et de hâte à l'idée d'assister à un processus démocratique libre et transparent, mené dans des circonstances difficiles. »

Dans le cas des observateurs déployés sur une longue période, la mission commence bien avant la tenue même des élections, par l'observation du processus d'inscription des électeurs et des candidats. Pour leur part, les observateurs à court terme qui arrivent dans le pays peu avant l'élection se concentrent sur la journée même du vote, veillant à ce que le scrutin se déroule dans la transparence et à ce que tous les électeurs aient accès aux urnes, après quoi ils rendent compte de leurs observations.

L'observation des élections n'est que l'un des domaines d'action du Corps Canadien. Celui-ci, faisant appel à une approche qui englobe le gouvernement dans son ensemble pour ce qui est des politiques et programmes qui affectent les pays en développement, appuie également de nombreuses autres activités centrées sur la gouvernance,

photo : Steve Sabella/ACDI-CIDA

Paul Adams (à gauche) a dirigé la mission d'observation canadienne lors des élections au Conseil législatif palestinien en janvier.

depuis la promotion des droits de la personne dans les régions d'Indonésie touchées par le tsunami jusqu'au renforcement des capacités des jeunes engagés dans la lutte contre le VIH/sida au Lesotho.

C'est ainsi qu'un programme administré par l'Association des universités et collèges du Canada permet à quelque 100 étudiants universitaires de niveau supérieur de se familiariser directement avec la question de la gouvernance tout en obtenant des crédits universitaires. Dans le cadre de ce programme, quatre étudiants de l'Université de Toronto ont pu aider à l'élaboration d'un projet, mené en collaboration avec l'Université de Pristina, au Kosovo, destiné à renforcer les associations étudiantes et à développer des compétences concrètes en matière de résolution de conflits. Une série d'ateliers a réuni des étudiants et des professeurs, ainsi que des représentants de l'administration universitaire et des milieux non gouvernementaux afin qu'ils puissent discuter du rôle des instances étudiantes au sein de l'université et étudier les moyens d'appliquer l'expérience canadienne au contexte kosovar.

photo : Ericka Stephens

Des étudiants du Canada et du Kosovo ont collaboré au renforcement de la gestion étudiante à l'Université de Pristina.

« Avec eux, nous nous sommes attachés à créer une association étudiante idéale, déclare Ericka Stephens, ancienne présidente d'une association étudiante, c'est-à-dire un organisme indépendant et autonome, auquel les étudiants ont accès et dont ils comprennent le fonctionnement. »

Lors d'ateliers tenus au Monténégro, en Macédoine et à Toronto, les étudiants canadiens ont échangé de nombreuses idées avec leurs homologues kosovars. L'échange se faisait dans les deux sens, précise Ericka Stephens, ce qui est le fondement même des échanges internationaux : « Nous avons pris conscience à la fois de nos points communs et de nos différences, ainsi que de la façon dont chacun peut tirer des leçons de ces expériences. »

PRÊTS À TOUTE ÉVENTUALITÉ

En ce 50e anniversaire du maintien de la paix dans le monde, quelque 2 800 soldats canadiens sont stationnés dans des zones troublées, notamment en Haïti.

photo : PC (Ariana Cubillos)

Des travailleurs électoraux haïtiens dépouillent les bulletins de vote à la lumière de chandelles à Port-au-Prince, en Haïti.

La tenue des élections présidentielles et parlementaires de février en Haïti a été, sur le plan organisationnel, une prouesse que le colonel Barry MacLeod, des Forces canadiennes, n'avait encore jamais vue. Outre les problèmes de sécurité provoqués par les gangs et les agitateurs politiques, qui menaçaient de perturber le vote, il fallait aussi résoudre le casse-tête logistique imputable à la difficulté du terrain ainsi qu'à la complexité des conditions sociales et techniques.

Jusque-là, l'expérience électorale du colonel MacLeod s'était limitée au simple fait de voter. En sa qualité de chef de la Force opérationnelle d'aide aux élections, qui relevait de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), il avait cependant pour tâche de planifier, d'organiser et de diriger toutes les activités de l'ONU concernant la logistique et la sécurité du scrutin, y compris la distribution et la récupération de tout le matériel électoral. Son équipe a veillé à ce que ce vote si important pour l'avenir d'Haïti soit une réussite malgré les nombreuses embûches.

« Les routes ici sont terribles. Nous avons dû utiliser tous les moyens à notre disposition pour transporter le matériel électoral à destination : véhicules, navires de la garde côtière, pirogues, ânes, chevaux, porteurs, hélicoptères, et j'en passe. »

« Le jour du scrutin, les gens allaient encore voter après la tombée de la nuit, ajoute le colonel MacLeod. Comme de grandes régions du pays n'ont pas l'électricité, la trousse électorale comportait trois chandelles par bureau de vote. Il aurait été inutile d'y ajouter des lampes de poche, car elles auraient été volées, ou encore utilisées avant l'élection. »

Le colonel MacLeod fait partie de la demi-douzaine de militaires canadiens comptant parmi les hauts gradés de la mission onusienne en Haïti.

Depuis l'envoi de quatre officiers canadiens au Cachemire dans le cadre du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan en 1949 et depuis le déploiement de la première force internationale officielle de maintien de la paix lors de la crise du canal de Suez en 1956, les militaires canadiens participent régulièrement à toutes sortes d'affectations difficiles à l'étranger : observation électorale, application de règlements de paix, soutien des efforts en matière d'aide et de droits de la personne et contribution aux initiatives civiles, par exemple dans le domaine de la formation policière.

photo : PC (Ariana Cubillos)

Exploit organisationnel : des Casques bleus uruguayens assurent la sécurité du matériel électoral transporté à dos d'âne vers le village de Michelle, dans le Nord-Est d'Haïti, lors des élections de février dernier.

Le nombre de militaires canadiens actifs dans des missions opérationnelles dans le monde varie. On en compte aujourd'hui plus de 2 800, selon le colonel Denis Thompson, directeur, Politique du maintien de la paix, au ministère de la Défense nationale à Ottawa.

Leurs mandats sont très diversifiés. Le contingent le plus important est stationné en Afghanistan, où plus de 2 200 membres des Forces canadiennes sont affectés, la plupart au sein de l'Équipe de reconstruction provinciale du Canada déployée à Kandahar. On retrouve aussi des militaires canadiens ailleurs dans le monde, en moins grand nombre cependant : en Iraq, en Bosnie-Herzégovine, en Haïti, au Moyen-Orient, à Chypre, en République démocratique du Congo, en Sierra Leone, au Soudan et en Éthiopie.

Par exemple, 11 militaires canadiens sont stationnés en Sierra Leone, où ils enseignent à leurs homologues de ce pays comment travailler avec les autorités civiles, ajoute le colonel Thompson. Treize autres soldats canadiens travaillent au bureau du président afghan Hamid Karzai, où ils donnent une formation en matière de planification stratégique.

« Certaines missions sont axées sur le renforcement des capacités, d'autres répondent simplement à un appel de l'ONU », déclare le colonel Thompson, ajoutant que les missions durent habituellement entre six et douze mois et qu'en général les Canadiens y occupent des postes élevés, en raison de l'expérience du Canada et de la qualité des officiers canadiens.

En Haïti, par exemple, le colonel MacLeod a été pendant huit mois en 2004 chef d'état-major de la MINUSTAH, ce qui lui a valu récemment de recevoir la Décoration pour service méritoire des mains de la gouverneure générale Michaëlle Jean. Il est retourné en Haïti il y a trois mois pour diriger la Force opérationnelle d'aide aux élections, à la demande du représentant spécial du secrétaire général de l'ONU. Le chef d'état-major actuel est aussi un Canadien, le colonel Michel Duhamel, qui occupe le troisième rang dans la hiérarchie de commandement de l'opération internationale de sécurité menée dans ce pays, opération qui fait appel à plus de 7 500 militaires venus d'une vingtaine de pays.

« La difficulté en Haïti tient à la complexité de la mission. Il y a là convergence de nombreux acteurs et intérêts tant nationaux qu'internationaux, déclare le colonel Duhamel. Haïti, c'est un peu comme une casserole sur la cuisinière, sur le point de déborder. Les militaires peuvent empêcher qu'elle déborde, mais seules les solutions politiques et socio-économiques peuvent réduire la température. » Il explique que certains pays contribuant à la MINUSTAH n'avaient encore jamais déployé de troupes dans le cadre d'une mission internationale. En outre, les forces de l'ONU là-bas n'ont pas les coudées franches; elles doivent soutenir la police haïtienne et collaborer avec elle.

Selon le colonel Duhamel, les forces de l'ONU finissent par accomplir les tâches jugées trop dangereuses pour les policiers haïtiens, par exemple assurer la patrouille dans le fameux quartier de Cité Soleil à Port-au-Prince. Elles interviennent aussi lorsqu'il y a des manifestations et des confrontations armées.

Lors de la récente élection, outre les problèmes logistiques, les forces de l'ONU ont eu de la difficulté à garantir la sécurité de base dans plus de 800 bureaux de vote, surtout avec la présence de gangs et des attaques perpétrées contre ces bureaux dans certaines régions éloignées. « Pour transporter du matériel dans ces endroits, vous devez disposer d'une solide force de sécurité, affirme le colonel MacLeod. »

photo : avec la permission du Col. Michel Duhamel

Le colonel Michel Duhamel (à gauche), du Canada, est chef d'état major de l'opération internationale de sécurité menée en Haïti et impliquant 7 500 militaires venus de 20 pays.

LE ROCK AU SERVICE D'UNE CAUSE AU PAKISTAN

Une vedette canadienne prête son talent à la reconstruction d'une zone dévastée.

Mû par la compassion et une volonté de sensibilisation, le rockeur canadien Bryan Adams a donné en janvier à Karachi, au Pakistan, devant plus de 10 000 fans enthousiastes, un concert-bénéfice pour la reconstruction des écoles endommagées par le gigantesque séisme qui a frappé le pays en octobre 2005.

Bryan Adams s'est produit aux côtés du populaire chanteur pakistanais Shehzad Roy, qui l'avait invité à participer à une collecte de fonds pour le Zindagi Trust. Cette organisation aide à construire des écoles pour les défavorisés, surtout ceux vivant dans le Nord du pays, dévasté par le séisme.

Les jeunes admirateurs, qui chantaient en même temps que l'idole canadienne et portaient des macarons disant « I Rock for a Cause », ont hurlé de satisfaction en apprenant que l'argent des billets vendus irait à la construction ou à la reconstruction d'une vingtaine d'écoles. Ils ont eu droit en outre à un feu d'artifice qui a illuminé la nuit.

Bryan Adams s'est dit heureux de découvrir de nouveaux fans au Pakistan et de venir en aide à ce pays en difficulté.

« Je suis ici pour servir la cause de l'humanité », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse, ajoutant que chanter dans la plus grande ville du Pakistan était « très enthousiasmant à bien des égards… Nous sommes les premiers artistes occidentaux à venir donner un grand concert ici. » Il s'est dit heureux d'avoir l'occasion de ramasser des fonds pour la reconstruction des écoles endommagées par le séisme. « Selon la perception qui prévaut dans le monde à l'heure actuelle, le Pakistan a vraiment besoin d'aide, et en tant que Canadien, je suis très heureux et très fier d'apporter ma contribution. »

Le haut-commissaire du Canada au Pakistan, David Collins, a déclaré que la star du rock « est une icône canadienne dont nous sommes très fiers [...], non seulement pour sa musique et sa célébrité, mais aussi pour sa philanthropie. »

« Bryan Adams fait partie de ces milliers de Canadiens qui ont répondu au séisme par une contribution personnelle à des organismes de charité et d'aide à même d'améliorer considérablement le sort des survivants, a ajouté M. Collins. »

D'une magnitude de 7,6 sur l'échelle de Richter, le séisme qui a frappé l'Asie du Sud le 8 octobre 2005 a tué plus de 73 000 personnes, détruit des routes et des écoles et laissé sans abri près de trois millions de personnes.

Le gouvernement du Canada a réagi rapidement et généreusement à cette tragédie, ses efforts ayant été principalement axés sur les secours d'urgence et les premiers besoins en matière de rétablissement. À ce jour, le Canada a versé plus de 77 millions de dollars pour venir en aide aux victimes. Il a aussi déployé dans la zone touchée son Équipe d'intervention en cas de catastrophe, qui a fourni de l'aide dans les premières semaines suivant la catastrophe ainsi que de l'eau potable et des soins médicaux de base.

Le Zindagi Trust a dit espérer que le concert lui permettrait d'amasser 20 millions de roupies (400 000 $) pour la construction ou la reconstruction d'écoles. Salman Iqbal, président du canal de télévision local ARY Digital et organisateur de la collecte de fonds, a pour sa part déclaré que le concert revêtait aussi une signification symbolique. « La musique unit les nations et les cultures. »

photo : Reuters (Zahid Hussein)

La musique et la compassion : le célèbre rockeur canadien Bryan Adams salue la foule lors d'un concert-bénéfice donné à Karachi.

photo : PC (Adnan Ali)

Le chanteur populaire pakistanais Shehzad Roy (à gauche) a invité Bryan Adams à participer à une activité au profit du Zindagi Trust, qui aide à reconstruire des écoles pour les enfants défavorisés, surtout dans la région frappée par le tremblement de terre dans le Nord du Pakistan.

Pour plus d'information sur le haut-commissariat du Canada au Pakistan, consultez le lien suivant : www.international.gc.ca/islamabad. Pour en savoir plus sur le Zindagi Trust, consultez l'adresse www.zindagitrust.org.

CHEZ SOI D'ABORD

Un travailleur canadien de l'aide s'est rendu compte qu'il devait retourner dans son pays pour changer le monde.

photo : Marie-Reine Mattera

Nourrir les jeunes esprits : une jeune élève de l'école Sainte-Claire à Montréal participe au Club des petits-déjeuners du Québec.

La mission de Daniel Germain, aider les enfants du monde entier, a commencé il y a plus de 20 ans à Mexico, sur une montagne de déchets qui s'étendait pratiquement à perte de vue.

Avec horreur, il a vu des enfants sortant de fragiles maisons de carton installées parmi les déchets puants courir vers des camions qui déchargeaient d'autres immondices.

« Ils sautaient à l'arrière des camions et commençaient à creuser aussi vite qu'ils le pouvaient », se rappelle M. Germain. La vue de ces enfants qui déterraient frénétiquement de quoi manger et des rebuts parmi les ordures « m'a causé tout un choc... Il est incroyable qu'une société laisse de telles choses arriver. »

Ce qu'il a vu ce jour-là en 1989, à 26 ans, a transformé M. Germain, un Montréalais qui était allé au Mexique prêter main-forte à des groupes d'aide.

« J'ai su à partir de ce moment-là quelle était ma mission dans la vie, raconte-t-il. Je voulais changer le monde des enfants. »

M. Germain est retourné au Canada avec cette idée bien arrêtée. Il a fondé un organisme qui distribuait des petits déjeuners chauds aux élèves démunis du Québec. Il s'emploie maintenant à étendre cette formule, qui s'avère un succès, au reste du pays et dans le monde.

Son œuvre paraît encore plus remarquable quand on connaît son enfance. M. Germain a été placé pendant des années en famille d'accueil. À l'adolescence, il a souvent eu des problèmes, jusqu'à être arrêté au début de la vingtaine pour avoir passé de la drogue aux États-Unis.

Son voyage au Mexique a marqué le début de sa quête d'une vie qui a plus de sens. Il a travaillé pendant plusieurs années avec des organisations non gouvernementales au Mexique et en Haïti, et il comptait bien continuer dans cette voie quand une question posée par une spécialiste du développement l'a arrêté net. Après l'avoir félicité pour tout ce qu'il faisait à l'étranger, elle l'a pressé de lui dire ce qu'il faisait dans son propre pays.

photo : avec la permission du Club des petits-déjeuners du Québec

Constatant les conditions de vie des enfants pauvres à l'étranger, Daniel Germain a été incité à fonder une organisation qui offre des petits-déjeuners chauds aux élèves défavorisés du Québec; cette initiative a été reprise dans l'ensemble du pays et ailleurs dans le monde.

Froissé au début, M. Germain a compris petit à petit ce qu'elle voulait dire. « Il est impossible d'avoir un rêve pour le monde si l'on n'en a pas un pour son pays. »

M. Germain a lancé le Club des petits-déjeuners du Québec dans une école primaire d'abord, en 1994. Aujourd'hui, le Club opère dans près de 200 écoles, où il nourrit et cherche à ragaillardir 14 000 enfants de la province. Il bénéficie de l'aide de donateurs privés comme la Banque nationale du Canada et la chaîne de magasins Couche-Tard. Récemment, M. Germain a mis sur pied les Clubs des petits-déjeuners du Canada pour regrouper et étendre les programmes d'alimentation de 2 400 écoles du pays. Un million d'enfants canadiens arrivent à l'école le ventre vide, mais le quart d'entre eux seulement y reçoivent de quoi manger, précise-t-il.

Le succès que connaît le club du Québec a attiré l'attention du Programme alimentaire mondial (PAM), qui nourrit 16 millions d'élèves dans une cinquantaine de pays. Arlene Mitchell, directrice du Programme à Rome, mentionne que l'agence des Nations Unies a proposé à M. Germain de collaborer avec lui pour aider un plus grand nombre des 300 millions d'enfants qui ont faim dans le monde, et elle a travaillé avec son club l'an dernier en organisant une marche de charité pour lutter contre la faim.

« Le Club fait des choses qui sortent de l'ordinaire, et nous voulions savoir si elles pouvaient s'appliquer à des programmes ailleurs, raconte Mme Mitchell. »

Le PAM s'intéresse particulièrement au fait que le groupe est financé par des dons privés, alors que la plupart des programmes menés dans le monde reposent sur le financement public, explique-t-elle. C'est aussi, à sa connaissance, le seul programme d'alimentation qui comporte des activités destinées à améliorer l'estime de soi.

Pour en savoir davantage sur le Club des petits-déjeuners du Québec, consultez le site www.clubdejeuners.org.

LE DÉSARMEMENT EN AFRIQUE, UN VISAGE À LA FOIS

Le diplomate Bob Fowler est un passionné de l'Afrique. À l'heure de prendre sa retraite après une carrière de près de quarante ans au service extérieur du Canada, il emporte bien plus que des souvenirs.

Si la diplomatie est avant tout une affaire de mots, il arrive parfois que les images soient plus éloquentes. Pour s'en convaincre, il suffit de voir le bureau de Bob Fowler, ambassadeur du Canada en Italie et représentant personnel du premier ministre pour l'Afrique. Dans cette pièce de ce qui était auparavant une maison pour personnes âgées à Rome, les murs blanchis à la chaux affichent plus de 100 photographies prises par M. Fowler dans diverses régions du globe. Bon nombre de ces photos montrent le visage de personnes vivant dans des régions qui comptent parmi les plus dangereuses et les plus pauvres du continent africain. Pourtant, ces visages expriment davantage l'espoir et la fierté que la misère et les privations. Ce sont des images qui reflètent la passion de Bob Fowler pour l'Afrique et son désir de se servir de la photographie pour faire connaître le courage et la dignité des gens qui y vivent.

L'hôpital du CICR, à Kigali, au Rwanda

Le village de Kebkabiyah, dans le Nord du Darfour, au Soudan

Au cours d'une carrière de près de quatre décennies au service extérieur du Canada, Bob Fowler a séjourné dans de nombreuses régions du globe, « y compris certains endroits où régnaient les conditions les plus atroces qu'ait connues notre époque ». Il a été témoin des ravages causés par la guerre civile, le génocide et le dénuement le plus absolu dans des endroits comme la Somalie, le Rwanda, l'Angola, la République démocratique du Congo, le Nord de l'Ouganda et le Darfour. Aujourd'hui âgé de 61 ans et se préparant à prendre sa retraite au cours de l'été, il jette un regard rétrospectif sur une vie aux multiples facettes, dont ces photos sont le reflet.

« Par la photographie, je me suis efforcé d'examiner ce que nous sommes, de voir où nous vivons et comment nous vivons, de comprendre ce qui nous unit et ce qui nous sépare, et enfin de rendre hommage à l'invincibilité de l'esprit humain, explique-t-il. »

M. Fowler a exercé plusieurs métiers qui lui ont permis d'assouvir deux passions qui l'animent depuis l'adolescence, soit sa fascination pour l'Afrique et un engouement tout aussi intense pour la photographie.

Né à Ottawa mais ayant grandi à Montréal, Bob Fowler est allé en Afrique centrale en 1968 pour enseigner l'anglais à l'Université nationale du Rwanda à Butare. Il admet que, s'il était d'abord là pour enseigner, il a surtout beaucoup appris. C'est d'ailleurs à ce moment-là que s'est déclarée sa passion pour l'Afrique.

Malgré ses liens intimes avec l'Afrique, il n'y a jamais été affecté. Entré au service extérieur en 1969, il a d'abord occupé des postes à Paris et, par deux fois, à la Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies à New York. On lui a également confié des postes de niveau élevé à Ottawa, notamment au Bureau du Conseil privé de 1980 à 1986, où il a exercé les fonctions de conseiller politique aux affaires étrangères auprès des premiers ministres Pierre Trudeau, John Turner et Brian Mulroney. De 1986 à 1989, il a été sous-ministre adjoint (politiques) au ministère de la Défense nationale et, de 1989 à 1995, sous-ministre de la Défense.

Pourtant, l'Afrique n'a jamais cessé de lui faire signe. En tant qu'ambassadeur du Canada aux Nations Unies de 1995 à 2000, il y a effectué de nombreux déplacements alors qu'il présidait le Comité des sanctions contre l'Angola. Il a pris part aux démarches qui ont mis fin à la guerre civile qui, pendant 25 ans, a ravagé l'Angola.

À la suite de sa nomination au poste d'ambassadeur en Italie (également accrédité auprès de l'Albanie, de Malte et du minuscule État de Saint-Marin) vers la fin de 2000, il a continué de faire de nombreuses visites en Afrique à titre de représentant canadien auprès des organes de l'ONU dont le siège se trouve à Rome, notamment le Programme alimentaire mondial, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international de développement agricole.

Neuf mois après son entrée en fonction en Italie, M. Fowler a été nommé représentant personnel du premier ministre pour le G8. Ce rôle de « sherpa » l'a amené à revenir au Canada pendant un an pour préparer et organiser le Sommet de Kananaskis, qui devait se dérouler en juin 2002. Également nommé représentant personnel du premier ministre pour l'Afrique, il était chargé de mettre au point le Plan d'action du G8 pour l'Afrique, adopté à Kananaskis. Le

Visages de l'espoir : l'ambassadeur du Canada Bob Fowler visite un camp de réfugiés près de Gulu, dans le Nord de l'Ouganda.

Plan d'action énonce 110 engagements pris par le G8 en réponse au défi lancé par le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), une initiative visionnaire lancée par certains dirigeants africains pour promouvoir le développement durable et la réduction de la pauvreté sur leur continent, avec le concours de la communauté internationale.

À son retour à Rome en juillet 2002, Bob Fowler a continué de jouer un rôle important dans les affaires africaines, notamment dans ses fonctions de représentant personnel du premier ministre pour l'Afrique et en tant que représentant du Canada au Forum pour le partenariat avec l'Afrique, qui réunit des représentants de haut niveau d'Afrique ainsi que du G8 et des donateurs et organismes afin de surveiller la mise à exécution des engagements pris au regard du NEPAD.

En mai dernier, M. Fowler a été nommé à la tête de l'Équipe consultative spéciale du premier ministre pour le Soudan, à laquelle participent également les sénateurs Mobina Jaffer et Roméo Dallaire. L'équipe coordonne et planifie l'action canadienne face à la crise humanitaire qui persiste au Darfour, où des centaines de milliers de personnes ont péri et près de la moitié de la population vit aujourd'hui dans des camps. L'an dernier, l'ambassadeur Fowler a séjourné pendant un mois dans les trois États qui composent le Darfour et dans l'Est du Tchad afin d'évaluer la situation et de faire rapport au premier ministre. À l'heure où les efforts de paix se poursuivent, il a collaboré avec des représentants de pays partenaires, de l'ONU et de l'Union africaine pour tenter d'établir un véritable cessez-le-feu et de parvenir à un règlement de paix durable au moyen de négociations entre les différentes factions.

Bob Fowler s'intéresse tout particulièrement aux ravages provoqués par le VIH/sida et aux liens qui existent entre cette pandémie, la sécheresse et l'insécurité alimentaire en Afrique australe. Il a également appuyé les efforts visant à mettre fin aux activités de la LRA (Lord's Resistance Army) dans le Nord de l'Ouganda, qui, en plus d'exacerber la crise soudanaise, ont été marquées par l'enlèvement de plus de 30 000 enfants. En outre, 1,7 million de personnes, soit 90 p. 100 de la population du Nord de l'Ouganda, a été condamnée à vivre dans des camps de réfugiés sordides et mal équipés, largement oubliés du reste de la planète.

Tout au long de ses activités, il continue à prendre des photos, mais il admet qu'il n'a pas « cherché à rendre compte systématiquement de toute l'horreur de ces situations », tâche qu'il laisse à des photo-journalistes « plus courageux ».

Sa femme Mary travaille à l'Agence canadienne de développement international, dont elle a dirigé l'Unité d'action contre les mines auprès des Nations Unies à New York. Elle administre aujourd'hui les subventions et les fonds d'affectation spéciale relatifs au Programme alimentaire mondial. Le couple a quatre filles qui, dit Bob Fowler, « ont hérité de notre fascination pour la diversité des gens, des cultures et des milieux ». Ils ont aussi deux petits-enfants et un troisième naîtra bientôt.

« Ce sont les gens, et surtout les visages, à l'exclusion de presque tout autre sujet » que Bob Fowler préfère photographier. Les Africains issus d'un grand nombre de cultures et

Le camp pour personnes déplacées de Bunia, dans la province d'Ituri, en République démocratique du Congo

Centre de l'Éthiopie

Lalibela, Éthiopie

Le camp pour personnes déplacées de Krindling II, dans l'Ouest du Darfour, au Soudan

Canada — Regard sur le monde
Affaires étrangères Canada
125, promenade Sussex, BCS C-2
Ottawa (Ontario) K1A 0G2

CANADA POST POSTES CANADA
Postage paid Port payé
Publications Mail Poste-publications
40064047

Aidez-nous à tenir nos dossiers à jour. Si vous déménagez, recevez plus d'un exemplaire de *Canada — Regard sur le monde* ou souhaitez annuler votre abonnement, faites les corrections voulues en lettres moulées sur votre étiquette d'adresse et retournez-la-nous.

Vous pouvez nous communiquer les corrections par télécopieur au (613) 992-5791, par courriel à **canada-magazine@international.gc.ca** ou par la poste à *Canada — Regard sur le monde*, Affaires étrangères Canada, 125, promenade Sussex, BCS C-2, Ottawa (Ontario) K1A 0G2.

Bureau de poste : Prière de retourner cet envoi à l'adresse ci-dessus s'il ne peut pas être livré.

de nations, ainsi que leurs luttes, sont les sujets qui l'inspirent le plus.

« Pendant une bonne partie de ce qui a été pour moi une carrière passionnante et enrichissante, j'ai été appelé à jeter des ponts sur le gouffre qui ne cesse de se creuser entre la minorité privilégiée des habitants de la planète et le nombre grandissant de personnes acculées au désespoir, dit-il. Il faudra beaucoup de temps et d'efforts avant que commencent à se manifester des progrès durables. […] Il y a toutefois des signes encourageants. On trouve aujourd'hui des leaders visionnaires. »

Certains pays ont certes connu une croissance soutenue, mais il rappelle que les conflits continuent à anéantir les progrès accomplis et à causer des souffrances à grande échelle, sans oublier la persistance des problèmes de gouvernance et de leadership, même si ces situations sont moins nombreuses qu'il y a 10 ans.

« Il y a certainement un défi à relever de ce côté, ajoute Bob Fowler. Il y a des jours où les choses vont très bien et d'autres où elles vont très mal. On ne peut être ni optimiste, ni pessimiste. Il faut plutôt être réaliste. On ne peut tout simplement pas laisser à l'écart, ni même à la traîne, plus d'un milliard d'êtres humains. »

On trouvera les photographies de l'ambassadeur Fowler au site www.robertrfowler.com.

Le camp pour personnes déplacées de Zam Zam, dans le Nord du Darfour, au Soudan

Jabel Marra, dans le Sud du Darfour, au Soudan

Le camp pour personnes déplacées de Bunia, dans la province d'Ituri, en République démocratique du Congo

L'initiative « travail contre nourriture » du Programme alimentaire mondial, près de Kibungo, au Rwanda

Centre de distribution de vivres de Vision mondiale pour les victimes du sida, dans le Nord de l'Ouganda

Le camp pour personnes déplacées de Zam Zam, dans le Nord du Darfour, au Soudan